

Bayonne



Rue Pannecau, comme si de rien n'était

La Ville a lancé un jeu-concours. Le but : se faire photographier avec le maximum d'originalité à côté de l'étoile itinérante de Noël (des indices permettent de la localiser sur le Facebook de la Ville). En partageant ces photos sur le Facebook de la Ville, jusqu'au 31 décembre, chacun peut espérer gagner un bon d'achat. PH. OR



LE PIÉTON

A l'odorat très sollicité en cette période où les bons petits plats s'invitent à toutes les tables. D'une rue à l'autre, le midi ou le soir, il aimerait être invité chez des gens. Généreux, le Piéton vous livre sa recette du gâteau brésilien : une tasse et demie d'huile, deux tasses de sucre, deux tasses de farine, quatre œufs, quatre carottes coupées en morceaux minuscules, un demi-sachet de levure. Mixez le tout et versez dans un moule chemisé. Laissez cuire 30 minutes à 200 °C. Nappez le tout d'un chocolat fondu (morceaux, beurre, sucre glace, lait). Enfouissez de nouveau pendant deux minutes. Laissez reposer. Dégustez. Merci qui ? Merci le Piéton.

AGENDA

AUJOURD'HUI

Gym volontaire - Aviron Bayonnais. Cours le mardi de 9 h à 10 h, au palais des sports de Lauga, salle judo.

Unité locale Croix-Rouge Bayonne.

Permanence le mardi et le mercredi, de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 30, 58 allées Marines, tél. 05 59 59 40 46.

Côte Basque Echecs. Un cours adultes et un cours enfants le mardi, de 18 à 21 h. Renseignements au 06 03 07 56 29.

UFC - Que choisir. Permanence de 14 h à 19 h 30, 9 rue Sainte-Ursule (en face du parking de la gare), tél. 05 59 59 48 70.

Plaisance tango. Cours de tango argentin, à la Maison des associations, de 14 h 30 à 16 h 30. Tél. 06 10 73 08 51.

Fnac. Permanence au centre municipal de réunions, place Sainte-Ursule, tous les mardis, de 9 h 30 à 11 h 30. Tél. 05 59 55 05 14.

Lieu rencontre accompagnement (LRA). Pour les bénéficiaires du RMI, permanence MVC Polo-Beyris, avenue de l'Ursuya, de 9 h à 12 h 30 et sur rendez-vous de 13 h 30 à 17 h.

LIQUIDATION AVANT TRAVAUX

De -20% à -70% du 38 au 56+

2^e DÉMARQUE

PRET-A-PORTER FEMME

Gibus

Tél. 05 59 25 42 19
44, rue Victor-Hugo - BAYONNE
www.boutique-gibus.fr

Les limites du sécuritaire

SAINT-ESPRIT Un collectif de riverains a dénoncé les incivilités dans le quartier. La Ville a installé des caméras et implanté la police municipale. Un an après, un bilan en demi-teinte

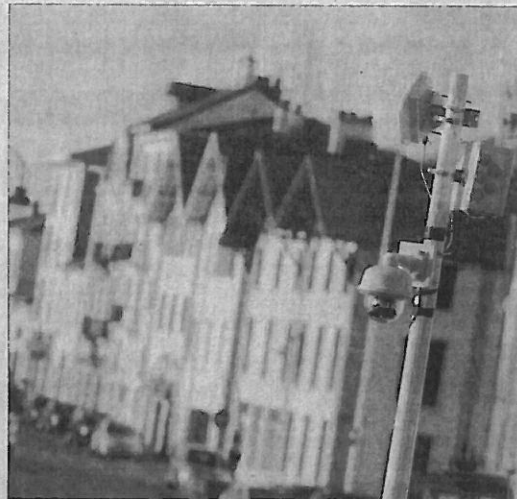
SÉRIE (1/5) Dans la décennie 1999-2009, la population de Saint-Esprit a crû de 18 %, pour atteindre 5 500 habitants. Aujourd'hui, près de la moitié (46 %) de la population du centre de Bayonne est spiritaine. Transports, gare, cinéma, habitat : c'est le quartier des grandes mutations à venir. « Sud Ouest » lui dédie une série pour examiner les problématiques essentielles.

PIERRE PENIN
p.penin@sudouest.fr

En 2011, la création du collectif Bien vivre et travailler à Saint-Esprit plaçait dans le débat public la question de la sécurité dans le quartier populaire de la rive droite. Sous l'impulsion d'usagers et riverains réunis, la question atteint un fort degré de prégnance et engendre une réaction de la municipalité. Celle-ci a promis une combinaison de mesures répressives et préventives. Si les secondes sont en gestation (notre édition de demain), les premières sont en vigueur depuis un an : déploiement de vidéosurveillance et police municipale. Pour quels effets ?

Le Gip-DSU (1) a investi 28 000 euros dans une étude du groupe Réflex (conseil en politiques publiques) pour tenter d'approcher la réalité des choses. « L'un des buts de ce diagnostic, c'est de mettre les mots de la population sur la question du sentiment d'insécurité », résume Christian Millet-Barbé, adjoint au maire chargé de la politique de la ville. Tentative d'aller au-delà de l'épiderme.

La soixantaine de pages du document considère « la présence d'une population déshéritée ». Des mar-



10 caméras ont été installées dans le quartier et une antenne de la police municipale a été ouverte place de la République. PH. B.L.

ginaux très présents dans un quartier où se concentrent les principales structures d'aide.

C'est un fait, ils incarnent ce fameux « sentiment d'insécurité ». Cela malgré un état des lieux très clair dans l'étude : « Il n'y a pratiquement pas de troubles objectivement imputables aux SDF, hors périmètre de la gare ». Christian Millet-Barbé note toutefois « une inquiétude réelle et qu'il faut prendre en compte ». Tout en lui « rendant sa bonne mesure ». Ce sentiment est « relatif », dit l'analyse.

Sur-réaction municipale ?

Les incivilités, quelques cas de violences, sont avérés. Le fait d'une minorité, pas nécessairement marginalisée. Des habitants en témoignent. Notamment des commerçants, « plus touchés par certains débordements ». D'autres expliquent simplement éviter « certain-

nes parties du quartier », comme la place de la République. Mais « la majorité des personnes interrogées ne ressentent pas de sentiment d'insécurité sur le quartier, y compris pour leurs jeunes enfants ». Pareille image leur semble, à l'inverse, « infondée et caricaturale ». Les enquêteurs du cabinet mandaté notent d'ailleurs que « Saint-Esprit ne connaît pas plus de dégradations que le Petit ou le Grand Bayonne ».

La municipalité a-t-elle sur-réagi avec l'installation de 10 caméras dans le quartier (70 000 euros investis, dont la moitié à la charge de la commune) et l'ouverture d'une antenne de la police municipale place de la République ? Les habitants ne jugent pas également les deux salves de mesures. La vidéo ? Visionnée a posteriori, en cas d'enquête sur des faits, une majorité doute de son utilité. Même si elle a

permis d'élucider une affaire. Pour la plupart, les caméras « semblent répondre à une demande trop hâtive des commerçants, sans concertation ». Au mieux, « elles déplacent les problèmes ». Pas si populaire que ça, la vidéo.

Le temps du social

En revanche, la présence renforcée de la police municipale est presque unanimement saluée. Plus perçue comme une action de prévention. Cette antenne « est considérée comme une réussite par les habitants ». Christian Millet-Barbé convient du scepticisme ambiant vis-à-vis de la vidéosurveillance. Mais souligne « la demande de plus d'ilotage policier ».

Le lobbying associatif a-t-il trop fortement guidé les choix municipaux ? L'adjoint regrette-t-il, a posteriori, un réflexe sécuritaire ? « Quand une inquiétude s'exprime ainsi, il faut une réponse. Elle doit être rapide. C'est l'aspect sécuritaire qui l'apporte en premier. Dans un second temps, on approfondit. C'est le but de l'étude. »

Elle dit que désormais, on observe à Saint-Esprit une « mobilisation exceptionnelle » des pouvoirs publics. Surtout pour un territoire qui n'est « pas sous tension ». Selon les points de vue, on y verra la suggestion d'un surdimensionnement de la réponse ou un satisfécit. Le document souligne fortement la nécessité de traiter la dimension sociale des choses. Les associations d'aide aux plus démunis (Table du soir, Point accueil jour, Secours catholique...) n'ont que des « moyens trop limités » notent les auteurs de l'étude. L'urgence est sociale.

(1) Groupement d'intérêt public chargé de la mise en œuvre de la politique de la ville sur l'agglomération bayonnaise. Il réunit régulièrement tous les acteurs (justice, éducation, habitants, services sociaux, police...).

« Il ne faut pas nier les problèmes »

RIVERAINS Par la voix de Louis Ducasse, ils notent l'amélioration du « climat »

Louis Ducasse est l'un des riverains à l'initiative du collectif Bien vivre et travailler à Saint-Esprit, qui a posé la question de la sécurité dans le quartier.

« Sud Ouest ». Un an après l'installation de la vidéosurveillance et de la police municipale, quel est votre bilan de ces mesures ?

Louis Ducasse. On a créé le collectif devant la dégradation de l'atmosphère générale. On a fait une pétition, nous avons obtenu une des

réunions à la Mairie. On est globalement satisfait des décisions qu'elle a prises. Les gens nous disent « il y a du mieux ». Les trafics que je voyais en plein jour sur la place de la république, je ne les vois plus.

Si l'on en croit l'étude récemment livrée sur le quartier, les habitants doutent de l'efficacité de la vidéosurveillance...

Les choses se sont focalisées sur la sécurité, dès le début. Nous assumons ça. Mais il ne faut pas que le débat se focalise sur la vidéo. Nous savons que ce n'est pas la panacée. Elle ne sert que dans le cadre des enquêtes. Elle a permis l'élucidation d'une agression. Vous dites que les gens n'en voient pas trop l'intérêt, mais si vous vous faisiez agresser, peut-être alors

le verriez-vous. Après, nous avons toujours dit qu'il fallait accompagner la répression de la prévention.

L'étude souligne le chantier à réaliser en matière de prévention... Nous en sommes conscients. Il y a un problème social avec un public de marginaux. Pour être efficace, il faut coordonner le travail de la police municipale et des travailleurs sociaux. On n'a jamais été contre les structures d'accueil. Mais on pose la question de comment les accompagner, sans nier les problèmes.

Comment votre collectif compte-t-il prendre sa part dans cette réflexion ? Nous siégeons aux Gip-DSU. Nous participons aux réunions. Il faut sou-



Louis Ducasse. PH. ARCH. J.-D. CHOPIN

ligner que notre mobilisation n'est pas étrangère à sa création. Le fait est qu'une entité a pris ces questions en mains.

Propos recueillis par P.P.